

Texte introductif au *Deuxième souffle* ? ^{1/}

Avant de tirer le bilan de l'expérience française concernant la radicalisation de la jeunesse, nous devons rappeler les trois points fondamentaux de désaccord envers le projet de résolution présenté par le secrétariat unifié au Congrès mondial et le texte publié dans le dernier numéro de la revue.

1. La caractérisation de la période

Au IX^e Congrès mondial, un accord général s'est dégagé pour constater un tournant dans la situation internationale. La résistance victorieuse du peuple vietnamien, l'essor des luttes en Palestine, en Asie du Sud-Est, au Pakistan, la reprise des activités révolutionnaires en Amérique latine (Mexique, Argentine), l'apparition de militants d'avant-garde en Pologne et en Tchécoslovaquie, enfin les grandes luttes du prolétariat français et italien constituent les principales charnières de ce tournant.

Pourtant, il ne suffit pas de constater qu'il y a eu un tournant et qu'il en résulte pour nous de meilleures conditions « objectives ». Encore faut-il en tirer les conséquences stratégiques et organisationnelles pour la IV^e Internationale ; ne pas se contenter de « profiter » du tournant, mais l'approfondir, l'accentuer en nous transformant nous-même.

Sur le plan stratégique, la résolution sur l'Amérique latine en faveur de la lutte armée, la rupture envers l'entrisme en Europe occi-

^{1/} Cf. *Le deuxième souffle ? Problèmes du mouvement étudiant*, retranscrit sur ce site.

dentale témoignent de cette mutation. En revanche, le projet de résolution sur la jeunesse nous paraît une fausse note, tant dans ses conceptions stratégiques que dans ses conséquences organisationnelles.

« Le travail des sections, dit la dernière partie du texte, a un caractère préparatoire et principalement propagandiste. » Nous pensons précisément que ce travail préparatoire et « principalement propagandiste » devient insuffisant par rapport à l'ampleur des tâches dans la période qui s'ouvre ; qu'il est nécessaire et possible, même avec des forces limitées, de prendre l'initiative de l'action et de l'agitation révolutionnaire de masse, au moins en ce qui concerne la jeunesse. Ce n'est pas là une querelle gratuite de « points de vue », de « nuances », etc. La conception qui attribue aux sections des activités « principalement propagandistes » en déduit toute une démarche stratégique en direction de la jeunesse.

On pourrait résumer ainsi cette démarche qu'exprime le plan même du texte : l'avant-garde, pleine de sagesse, juchée sur le promontoire des acquis théoriques pieusement accumulés, contemple la plaine révolutionnaire ; sur cette plaine se déploie soudain la masse inattendue de la jeunesse que l'on s'efforce de décrire dans ses mœurs et comportements politiques ; après quoi le problème sera : « comment apporter une direction à ce mouvement et en gagner la fine fleur ? ».

Réponse :

► il faut donner à la jeunesse une bonne tranche de programme transitoire qui réponde à ses aspirations immédiates et fasse le pont avec des objectifs révolutionnaires ;

► il faut puiser dans la jeunesse de nouveaux cadres pour l'avant-garde.

À ce niveau de généralités, ce n'est ni faux, ni vrai, c'est simplement formel et abstrait.

On y trouve tous les thèmes propres à la IV^e Internationale isolée dans la période de guerre froide et de reflux de la révolution mondiale, acculée à la défensive et au difficile maintien des acquis. Il s'agit, d'une part, de populariser le programme et de gagner de l'influence (« des dizaines de milliers de jeunes ont déjà accepté de larges parties du programme trotskiste », p. 15), d'autre part, de renforcer l'accumulation primitive de cadres (« un nombre substantiel de ces jeunes peut être recruté »... « Il faut puiser dans la jeunesse de nouveaux cadres », p. 15).

Le principal reproche que l'on peut faire à cette démarche dans la période qui s'ouvre, c'est qu'elle perpétue des rapports d'extériorité entre l'avant-garde et le mouvement de masse. L'échange entre les deux se limite à l'influence idéologique dans le sens avant-garde/masse (les avant-gardes ont « laissé leur empreinte sur les théoriciens » du mouvement, p. 8) et au recrutement individuel dans le sens masse/avant-garde (les avant-gardes ont toutes « gagné des adhérents », p. 8). Ce qui disparaît, c'est toute la dialectique des rapports organisationnels entre l'avant-garde et le mouvement de la jeunesse radicalisée. Cette disparition pouvait ne pas être fatale dans la période précédente, elle pouvait même être nécessaire à la sauvegarde de l'avant-garde. Aujourd'hui, dans la période offensive qui s'ouvre, elle signifierait une mise hors jeu de l'avant-garde.

2. Un programme de transition pour la jeunesse ?

Outre les critiques précédemment avancées, le projet d'élaborer pour la jeunesse « un programme de revendications transitoires et démocratiques » ne va pas de soi.

Les auteurs du projet de résolution ont recensé les mots d'ordre et les thèmes de mobi-

lisations étudiantes pour les classer par rubriques. Il en résulte un répertoire équivoque de mots d'ordre davantage qu'un programme de lutte.

S'il est vrai que les mots d'ordre sur la liberté d'expression peuvent être partagés par le mouvement étudiant des pays capitalistes avancés, des démocraties populaires surtout, et des pays coloniaux, le mot d'ordre « d'autonomie des universités soit à conquérir, soit à maintenir inviolée » paraît en revanche plus que discutable. S'il a un sens réel dans les pays coloniaux, on voit mal quel peut être son contenu dans les pays capitalistes avancés : soit un contenu réformiste (celui que lui donne en France la réforme Faure : autonomie permettant l'adaptation aux réalités régionales, aux industries locales, etc.); soit un contenu conservateur : celui de la défense de l'université libérale bourgeoise (maintenir « inviolée » l'autonomie). Pour nous, il ne s'agit pas de rabâcher le thème d'autonomie mais de poser à chaque fois la question : autonomie par rapport à qui ?

En fait, comme répertoire de revendications, le programme proposé par le texte ne fait que juxtaposer des revendications démocratiques (bourgeoises), sur les libertés, et des revendications universitaires dont la formulation est obscure quand elle n'est pas franchement réformiste.

Que veut dire « un salaire annuel pour tous les étudiants en rapport avec leurs besoins » ? Le terme de salaire peut très bien être une concession démagogique au thème du « travail étudiant » ; quant aux « besoins »... de quelle nature ? et qui les détermine ? « Un travail garanti pour les étudiants après diplôme », soit ; encore faudrait-il préciser « au niveau de qualification acquis » et discuter ensuite qui va garantir cet emploi, qui va déterminer les besoins en matière de main-d'œuvre. « Nomi-

nation des membres des facultés sous le contrôle conjoint de la faculté et des étudiants » : cette formulation bien trop imprécise (qu'est-ce que la « faculté ») ouvre la porte à bien des cogestions camouflées, etc.

En fait cette juxtaposition de thèmes démocratiques et de revendications transitoires universitaires n'a pas grand-chose de transitoire. Elle se fonde, d'une part, sur un présupposé discutable : celui selon lequel la politisation du mouvement étudiant obéirait à une pédagogie progressive, partant des intérêts immédiats pour découvrir les intérêts historiques, alors que la politisation étudiante est déterminée d'emblée par des facteurs extra-universitaires, par le contexte politique d'ensemble. D'autre part, ce programme pour la jeunesse obéit à une curieuse conception de l'utilisation « propagandiste » du programme de transition.

Dans le projet de résolution, le programme de « revendications transitoires et démocratiques » est le ver pour pêcher le poisson, la carotte pour faire avancer l'âne. « Si tu mords le ver, si tu poursuis la carotte, je te montrerai le vrai programme de transition dans son entier. » Voilà le fond de l'affaire. À travers ce mini-programme, les étudiants seront « amenés à comprendre la validité du programme de transition dans sa totalité (sic!) » (p. 12). Cette démarche est celle du dévoilement progressif du programme comme instrument de recrutement plus que comme un instrument de lutte. Voilà le fond de l'utilisation propagandiste ! L'opération n'est pourtant pas sans danger.

Car si nous avons, en France, pratiqué une tactique de construction de l'organisation de la périphérie vers le centre, il n'est pas vrai qu'on élabore une stratégie de la périphérie vers le centre. Il n'est pas vrai qu'on mobilise le mouvement étudiant sur des objectifs transitoires si l'on n'a pas la capacité de faire con-

fluer cette mobilisation avec une mobilisation ouvrière. Nous avons acquis au travers de trois ans de luttes la ferme conviction qu'à l'étape actuelle, il n'y a pas de stratégie pour le mouvement étudiant, il n'y a que des initiatives et des mots d'ordre politiques, tactiques pour le mouvement étudiant, subordonnés à la stratégie d'ensemble des organisations révolutionnaires. Nous reviendrons largement sur ce point.

3. Pour une analyse et non pas une description de la radicalisation de la jeunesse

Mais limiter le mouvement étudiant à des initiatives politiques tactiques, n'est-ce pas céder à l'empirisme le plus plat puisque ces initiatives devront à chaque fois être spécifiées en fonction du pays et de la conjoncture précise ?

Une telle inquiétude serait légitime si l'on se contentait des données fournies par le projet de résolution. En fait, ce projet collecte et synthétise des informations sur le mouvement étudiant, il décrit certains comportements de la jeunesse. Jamais il ne donne les cadres, ne définit les coordonnées qui permettent une analyse politique du mouvement de la jeunesse. Faute de donner les moyens de cette analyse, le projet reprend des généralités creuses et bavardes, inspirées de principes justes mais dont les conditions concrètes d'application n'ont pas été précisées : « Il faut une direction marxiste politiquement alerte, souple tactiquement, capable d'éviter de tomber, et dans l'adaptation opportuniste à l'environnement étudiant, et dans le sectarisme ultra-gauchiste. »

Parce qu'on ne produit pas une analyse réelle du mouvement étudiant, on se contente de constater ses mauvais instincts (adaptation opportuniste, sectarisme ultra-gauchiste) ; parce qu'on ne dégage pas réellement les raci-

nes, on ne donne aucun moyen de les combattre, sinon des qualités athlético-psychologiques de l'avant-garde qui doit être « alerte » et « souple » (!). Tout simplement.

Pour nous, le mouvement étudiant et celui de la jeunesse ne peuvent être réellement analysés que dans leurs rapports à deux axes de référence : le mouvement ouvrier (composition politique, degré d'activité et de mobilisation), d'une part, l'organisation d'avant-garde, d'autre part (implantation, développement ; dans ce cas le rapport entre le mouvement et l'avant-garde peut aussi être un rapport de force). Ce n'est qu'en précisant en permanence les variations dans les rapports entre le mouvement de la jeunesse, le mouvement ouvrier et l'avant-garde que l'on peut fournir l'analyse concrète du mouvement étudiant et lui définir des initiatives politiques tactiques.

Parce que ces deux coordonnées font défaut dans le projet de résolution, il élude tous les problèmes les plus délicats du mouvement de la jeunesse :

► Il perd de vue la radicalisation de la jeunesse pour ne parler que du mouvement étudiant.

► Il n'opère aucune distinction entre milieu étudiant et mouvement étudiant ce qui simplifie grandement la tâche : puisqu'il n'y a pas de mouvement entre l'avant-garde et le milieu, l'avant-garde a le monopole de la pensée et de

l'expression politique. Il en va tout autrement en réalité.

► Alors qu'on ne peut pas parler réellement d'un mouvement de masse ou d'un processus de radicalisation si l'on demeure en deçà des formes d'organisation prises par le mouvement, le projet est plus que discret sur la question. Les masses n'existent pas politiquement en deçà des formes organisées de leur lutte. Ce difficile problème des formes d'organisation du mouvement de la jeunesse est à peine effleuré.

En conclusion, nous pensons que le projet de résolution en dit trop ou pas assez. Pour embrasser la radicalisation internationale de la jeunesse, il doit renoncer à entrer dans le détail. En conséquence, il reste pragmatique et descriptif en ce qui concerne la stratégie, procédant par généralisations hâtives et abusives avant d'avoir seulement défini la possibilité et le cadre d'une stratégie pour la jeunesse et le mouvement étudiant.

Nous nous proposons, quant à nous, de faire le bilan du mouvement étudiant européen surtout et d'analyser plus précisément le cas de la France. Ce texte est à considérer comme une contribution à la discussion. Enfin nous résumerons nos conclusions sous formes de thèses sur la radicalisation de la jeunesse car il nous semblait dangereux et faux d'être plus

précis si l'on se propose d'embrasser le problème à l'échelle internationale et non d'extrapoler une expérience particulière.

Conformément aux critiques précédemment formulées, nous distinguerons quatre grandes parties dans notre analyse du mouvement étudiant et de la radicalisation de la jeunesse.

En premier lieu, nous essaierons de situer la sensibilité spécifique du mouvement étudiant dans les fondements de la radicalisation de la jeunesse.

En second lieu, nous montrerons au travers de la trajectoire historique du mouvement étudiant français, les variations du rapport entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier, les conséquences politiques et les problèmes stratégiques qui en résultent.

Dans une troisième partie, nous définirons les contradictions politiques du mouvement étudiant et la façon dont elles trouvent leur solution dans la transformation du rapport entre mouvement étudiant et organisation d'avant-garde.

Enfin, dans la dernière partie, nous tirerons le bilan de l'expérience française et européenne concernant le rôle spécifique du mouvement étudiant, les thèmes de mobilisation et les formes organisationnelles.

Documentation internationale n° 10, avril 1973.
Le texte, lui, est daté d'août 1969